

Inscrit parmi les pôles de compétitivité, le CRITT M2A, basé à la Porte Nord, poursuit son développement

Les projets du laboratoire d'acoustique encouragés

Quand l'an dernier, le gouvernement a proposé la création de pôles de compétitivité « pour développer les passerelles entre la recherche et les entreprises et ainsi lutter contre les délocalisations », la région était bien sûr sur les rangs pour profiter de cette manne. Début juillet, était entre autres retenu le projet « i-trans, le ferroviaire au cœur des systèmes de transports innovants. » S'inscrivant dans cette logique, le laboratoire d'acoustique CRITT M2A a voulu en être. Il y a maintenant quelques jours la nouvelle est tombée : parmi la première vague de treize projets d'innovation retenus, figure ceux portés par cette structure basée à la Porte Nord. L'occasion pour Jérôme Bodelle, directeur du site, et Pierre Moreau, vice-président d'Artois Comm, en charge du développement économique, de communiquer sur leur bébé dont le nom seul suffit parfois à rebuter le commun des mortels.

Que signifie CRITT M2A ?

Jérôme Bodelle : « CRITT (centre de recherches et d'innovations techniques et technologiques) est un la-

bel national qui désigne un centre de transfert, c'est-à-dire un centre de recherches pour l'industrie. M2A, c'est pour moteur et acoustique automobiles. »

Quand est-il né ?

Pierre Moreau : « Notre région a subi un premier choc économique quand le charbonnage a baissé le rideau. Actuellement, nous faisons face à une nouvelle vague et à une série de soubresauts. Mais il ne faut pas voir que le négatif. L'économie évolue. Dans le contexte de la mondialisation, il faut aussi jouer la carte de l'innovation, porteur d'avenir. C'est pourquoi quand on s'est rendu compte qu'il y avait des difficultés dans le domaine de la recherche acoustique, on a fédéré les besoins des acteurs du monde automobile pour établir un cahier des charges. En suivant celui-ci, les travaux de construction du CRITT M2A ont débuté en 1999, pour un coût de 15 millions d'euros, dont 1,7 venait de l'Université d'Artois. Les fonds européens (FEDER) pour 50 %, l'État, la région, le conseil général et des partenaires privés ont aussi été sollicités. »

Aujourd'hui comment fonctionne le centre ?

Jérôme Bodelle : « En autofinancement. Il n'est pas sous perfusion. Quand Artois Comm nous aide pour nous développer, nous le remboursons par le biais d'une hausse de loyer. En outre, comme un développement est synonyme de plus d'activités, la taxe professionnelle s'accroît. Idem si nous nous agrandissons, la taxe foncière augmente. Nos clients viennent de partout en France, voire au-delà. Nous sommes une équipe de dix salariés permanents. Et en moyenne sur le site, 40 personnes sont présentes. Parmi celles-ci, un compte aussi des étudiants de l'université en stage. Le taux d'occupation dépasse les 80 % et les industriels apprécient la réactivité de la structure, toujours prête à les accueillir pour un test. »

À quoi vont servir les 3 millions d'euros obtenus dans le cadre d'i-trans ?

Jérôme Bodelle : « Ils vont nous permettre de développer un programme de recherches qui s'appuie sur le constructeur Renault, des universités (l'école centrale de Lyon



Pierre Moreau et Jérôme Bodelle souhaitent communiquer sur ce bel outil que constitue le CRITT M2A.

et l'UTC Compiègne), Vibrotec (une société lyonnaise) et les usines régionales de Renault Douai et de STA Ruitz. Sur ces 3 millions, 50 % sont subventionnés, le reste vient de nos fonds propres. En parallèle à cela, 3 autres millions d'euros seront avancés par la collecti-

tivité que nous remboursons. 2,5 millions seront investis dans des bancs d'essai moteur notamment destinés à la recherche sur les carburants, le reste contribuera à compléter notre équipement. »

propos recueillis par Agnès MERCIER